

Coronavirus: pourquoi les experts belges recalent le pass sanitaire

Le dernier rapport du Gerns déconseille aux politiques d'opter pour cet instrument car il risque d'avoir un effet contre-productif. Cela n'empêche par les édiles bruxellois de préparer sa mise en place dès le début de l'automne. Un pari risqué.

Le Soir – Maxime Biermé – 28/08/21

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://plus.lesoir.be/391669/article/2021-08-28/coronavirus-pourquoi-les-experts-belges-recalent-le-pass-sanitaire>

Beaucoup de vacanciers l'ont testé sans nécessairement l'approuver. Il n'empêche, le pass sanitaire est une réalité au Portugal, au Danemark, en France ou encore en Italie. Là-bas, il faut montrer patte blanche ou plutôt prouver que l'on est vacciné ou testé négatif au coronavirus pour manger au restaurant, entrer dans un centre commercial ou – dans certains cas – se faire couper les cheveux. Une mesure radicale qui a permis de donner un gros coup de boost à la vaccination, principalement lors de son annonce en France. Chez nous, le pass sanitaire n'est utilisé que dans le cadre des voyages à l'étranger ou lors d'événements réunissant plus de 1.500 personnes. Il ne s'appelle d'ailleurs pas « pass sanitaire » mais « Covid Safe Ticket » (CST). Une dénomination alambiquée pour calmer les libéraux opposés depuis le départ à ce qu'ils voient surtout comme une restriction des libertés. On se souvient des mots du Premier ministre, Alexander De Croo (VLD), à la Chambre : « Je ne veux pas d'une société qui évolue vers une société de pass ».

Mais ça, c'était avant l'été. Depuis, le ton a changé, surtout à Bruxelles où certains, comme le ministre-président Rudi Vervoort (PS), font désormais campagne pour l'instauration d'un pass sanitaire, ne fût-ce qu'à l'échelle du territoire de la capitale. Le sujet s'est donc à nouveau invité à la table du dernier Comité de concertation, vendredi dernier. L'arrêté ministériel détaillant les mesures a été publié ce jeudi. Il confirme que le Covid Safe Ticket sera bien prolongé jusqu'au 31 octobre alors qu'il devait disparaître le 30 septembre. Il reste la clé pour entrer dans la plupart des événements, dès 200 personnes en intérieur et 400 en extérieur. Cela reste très « soft » par rapport à nos voisins européens même si l'arrêté précise aussi, et là c'est une évolution majeure, que « les autorités locales ont la possibilité de prendre des mesures renforcées lorsque la situation épidémiologique sur leur territoire l'exigerait. »

Un cadeau aux anti-vax ?

La porte est donc désormais grande ouverte pour que Bruxelles puisse tenter l'expérience française. Et pour peu que les gouvernements de Wallonie ou de

Flandre le décideur, il sera aussi possible d'imposer un pass à l'échelle communale. Une large ouverture au pass sanitaire qui étonne vu la frilosité belge ces derniers mois. Surtout, le Comité de concertation va à contre-courant des recommandations des experts. Une quarantaine de spécialistes et universitaires se sont penchés sur la question cet été. Ils ont conclu, comme on peut le lire dans le dernier rapport du Gems+ (un groupe d'experts chargés de réfléchir aux questions du pass sanitaire et de l'obligation vaccinale) qu'élargir le Covid Safe Ticket (CST) à d'autres pans de la société peut être dangereux. « Le CST devrait prioritairement être vu comme un outil de réduction des risques plutôt qu'une obligation cachée de se faire vacciner ou un pass donnant accès à des libertés », écrivent Erika Vlieghe et ses confrères, avant d'insister sur l'importance d'éviter que s'instaure au sein de la population l'impression que le CST est utilisé « comme une stratégie pour séduire ou même manipuler les gens ». Les experts recommandent donc de ne l'utiliser que dans des contextes où il a une totale légitimité au niveau sanitaire. Ok donc pour les festivals ou les boîtes de nuit qu'il fallait bien finir par rouvrir un jour (le 1er octobre si tout va bien), voire les clubs de sport et certaines activités étudiantes festives, mais pas pour le reste.

Les experts du Gems considèrent aussi que le CST risque de renforcer la résistance vaccinale parmi certaines populations et contribuer de ce fait à polariser la société. Au niveau pratique, il semble aussi très compliqué de l'instaurer dans une Flandre où la quasi-totalité des plus de 12 ans sont ou seront bientôt totalement vaccinés contre le covid. Il existe toutefois au moins un son de cloche différent au sein du Gems+. En annexe du dernier rapport, on trouve une contribution de l'économiste Mathias Dewatripont. Il y démontre l'effet bénéfique sur les chiffres qu'a eu l'annonce d'Emmanuel Macron en juillet dernier avec plusieurs millions de rendez-vous pour la vaccination pris en deux jours. L'expert n'occulte toutefois pas les centaines de milliers de Français qui manifestent depuis chaque week-end. Contacté par *Le Soir*, Mathias Dewatripont assure se ranger pleinement aux conclusions finales du rapport du Gems, ce qui ne l'empêche pas de considérer qu'il serait bon de continuer à analyser les avantages de l'instauration d'un pass, surtout à Bruxelles qui souffre sanitaire mais aussi économiquement. Son analyse des chiffres français démontre enfin l'impact positif du pass dans les communes défavorisées comme le fameux « 9-3 », au nord-est de Paris. On y retrouve l'une des progressions les plus importantes à l'échelle du pays.

Approche motivationnelle versus contraignante

Sauf que selon d'autres experts, comme Céline Nieuwenhuys, elle aussi membre du Gems, l'effet risque d'être contre-productif sur la longueur. « À Bruxelles, comme en Seine-Saint-Denis, énormément d'initiatives microlocales ont été mises en place », détaille la Secrétaire générale de la Fédération des services sociaux. « Les résultats arrivent doucement. On s'installe dans les quartiers, on discute avec les gens pendant plusieurs jours d'affilée et on mesure à quel point cette conversation est cruciale pour les personnes. Beaucoup de gens n'ont jamais eu l'occasion de parler du coronavirus avec un professionnel, de partager leurs questions et leurs craintes. 40 % des Bruxellois n'ont pas de médecin traitant. »

Celine Nieuwenhuys craint que les quelques points de pourcent gagnés dans la course à la vaccination bruxelloise soient autant de points perdus dans la confiance envers les autorités sanitaires et politiques. « Le pass sanitaire risque de créer des effets à long terme, une scission dans la société, de la colère. Cette crise devrait être l'occasion de réparer quelque chose avec ceux qui sont les plus éloignés de la démocratie, des institutions, de leur santé. La clé, c'est le contact humain, l'échange, l'informel, la convivialité. »

L'approche « motivationnelle » de la vaccination, couplée à l'obligation vaccinale du personnel des soins de santé, continue donc d'être privilégiée par la toute grande majorité des experts. Malgré tout, la version « contraignante » conduisant à l'instauration d'un pass sanitaire dans la vie quotidienne, fait son lit dans une capitale de plus en plus pressée de voir les chiffres de la vaccination augmenter.